



**PRESIDENCE FRANCAISE DE L'UNION EUROPEENNE
FONDS MONDIAL DE SOLIDARITE NUMERIQUE
INTERVENTION
DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET EUROPEENNES,**

M. BERNARD KOUCHNER

(Paris, 6 mai 2008)

Bonjour, je suis entouré du maire de Lyon, du président de la Région et surtout, du président Alain Madelin.

Je participe de ce grand projet du Fonds mondial de Solidarité numérique et de la conférence internationale prévue au mois de novembre à Lyon.

Il y a là, deux projets très solides.

Tout d'abord, un énorme projet de financement qu'Alain Madelin, Jean-Jacques et Gérard vous expliqueront et un projet de réunions précises sur des thèmes déjà établis. Un des projets permettra de bénéficier des progrès en terme de solidarité numérique dans le domaine de la Santé et l'autre dans le domaine de l'Education.

Ce sont des projets tout à fait innovants, qui pourraient nécessiter un accompagnement humain, qui serait le jumelage - vieux jumelage entre les villes, les régions, les gens qui se connaissent, qui ont l'habitude de travailler ensemble. C'est l'élément humain essentiel pour qu'un projet aussi avancé en terme de progrès scientifique et de progrès numérique puisse se faire jour.

Combiner ces deux approches, c'est une spécificité, avec des relais dans des pays en développement depuis des années et des années.

Ces projets de solidarité numérique, sont des moyens efficaces et en tout cas prometteur pour faire avancer le développement, en particulier en Afrique, mais pas seulement.

Nous y participons avec la DGCID, le Quai d'Orsay, le secrétariat d'Etat au Développement et à la Francophonie.

Nous sommes, dans cette affaire, engagés avec beaucoup de détermination et je vais vous le dire, avec beaucoup de sympathie.

Pendant la Présidence française du Conseil de l'Union - car il se trouve que cet engagement sera signalé par la participation de cinq pays en développement et de cinq pays européens avant la réunion de novembre prochain - cette réunion concernant le Développement et concernant l'Afrique plus particulièrement ainsi que je l'ai rappelé sera l'un des événements, mais pas le seul, mais un événement très significatif de l'engagement français de la Présidence française, au nom des vingt-six autres pays.

Il y aura d'autres choses que je vous annoncerai et qui manifesteront l'intérêt de la France. Encore une fois, la Présidence, en ce qui concerne l'Europe, ce n'est pas l'intérêt de la France, c'est la représentation des vingt-six autres pays. Il ne faut pas faire les "malins", il faut convaincre les pays et les représenter au moment opportun durant ces six mois en portant un message qui soit accepté, le mieux serait à l'unanimité mais en tout cas, très majoritairement.

Nous aurons d'autres occasions mais, celle-ci est excellente pour travailler sur les rapports entre la société civile et les gouvernements, à l'intérieur des vingt-sept pays de l'Union européenne, entre la Société civile et particulièrement dans le domaine du développement./.